

Être pauvre en Macronie

Jean-Marie Harribey

18 septembre 2018

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/09/18/etre-pauvre-en-macronie>

Il était une fois en Macronie, près de 9 millions de « derniers de cordée » qui coûtaient « un pognon de dingue ». Parmi eux, un jeune de moins de 25 ans sur cinq. Le président de la Macronie décida un grand plan de lutte contre la pauvreté. Il avait le choix : soit il essayait d'éradiquer vraiment la pauvreté et ça coûterait évidemment un « pognon » encore plus élevé, puisque celui « de dingue » ne suffisait pas ; soit il se livrait à un tour de prestidigitacion en annonçant le remplacement des principales aides par une prestation unique appelée « revenu universel d'activité ». Il se... RUA sur cette seconde solution. Voici le détail du tour de prestidigitacion.

Il existe une dizaine de minimas sociaux

Allocations	Montant global (milliards €/an)	Nombre de bénéficiaires (milliers)
Revenu de solidarité active (RSA)	10,5	1898,8
Prime d'activité (PA : fusion RSA activité et prime pour l'emploi)	5,2	5100
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	8,2	1040,5
Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)	0,24	79,5
Allocation de solidarité spécifique (ASS)	2,6	471,7
Allocation temporaire d'attente (ATA)	0,042	53,8
Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et anciens dispositifs vieillesse	2,6	554,1
Allocation veuvage (AV)	0,062	7,5
Allocation équivalent retraite-remplacement (AER) ou Allocation transitoire de solidarité-remplacement (ATS)	0,065	11,1
Revenu de solidarité (RSO pour les DOM)	0,020	9,8
Aide personnalisée au logement (APL)	16	5800,0

D'après le rapport Sirugue, 2016

(https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2016/04/18.04.2016_rapport_de_christophe_sirugue_-_repenser_les_minima_sociaux_-_vers_une_couverture_socle_commune.pdf),

et la DGCS, 2017 (https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_d_evaluation_prime_d_activite.pdf).

Les montants et les bénéficiaires peuvent se recouper.

Un petit tour de passe-passe en Macronie ?

Pour l'heure, nous supposons que supprimer les principaux minimas sociaux ne signifie pas faire disparaître les sommes qui leur étaient allouées, mais qu'elles seront reemployées. En totalité ou pour une part seulement ? Cela fait partie des mystères dont s'entoure tout prestidigitateur. Quel sera le montant du RUA ? L'ajout de 8 milliards d'euros sur 4 ans, soit 2 par an, est-il un ajout net ou intègre-t-il des sommes déjà prévues ou effectives (un milliard, dit-on) ?

Ces questions sont décisives parce que, si le RUA doit remplacer le RSA, la PA et l'APL qui représentent environ 25 milliards par an, plus le magicien est économe de ses efforts, plus il lui est facile d'accorder des petites largesses aux « premiers de cordée » pour compenser le « pognon de dingue ».

Le président en Macronie doit en effet penser à tout : la transformation du CICE en allègement de cotisations sociales patronales à partir de 2019 coûte 21 milliards ; la suppression de l'ISF pèse déjà 3,2 milliards ; et l'instauration du prélèvement forfaitaire unitaire sur les revenus du capital (PFU de 30 % : flat tax) ajoutera 1,9 milliard. Au total, cela fait aussi environ 25 milliards.

La mise en place du RUA ne serait effective qu'en 2020. D'ici là, de petites économies ne seront pas de trop : par exemple, en désindexant les prestations familiales et les allocations logement (on parle de -3 % d'amputation réelle), les retraites, etc., par rapport aux prix. La Macronie rime avec tour de magie en économie.

Que cache l'universel en Macronie ?

Pour le président de Macronie, l'universel, c'est ce qui est « simple, lisible et équitable » (la définition s'applique aussi aux retraites). Donc, des prestations répondant à des besoins spécifiques (chômage, ou bien handicap, ou bien sans logement...) seront remplacées par une prestation indifférenciée qui ne pourra jamais couvrir plusieurs besoins à la fois si nécessaire.

Le RSA n'était généralement pas accessible aux jeunes de 18 à 25 ans. Sauf s'ils bénéficient aujourd'hui d'une APL, ils ne seront pas éligibles au RUA.

L'universel du RUA inaugure un universel conditionnel. C'est une trouvaille. Il ne faudra pas refuser plus de deux offres d'emploi « raisonnables ». La trouvaille n'est en réalité qu'une redite puisque les demandeurs d'emploi sont déjà stigmatisés et punis s'ils refusent de traverser la rue pour prendre un boulot dans la restauration ou le bâtiment quand ils ont un diplôme d'horticulture. Sauf qu'une petite innovation est introduite : comme le RUA remplacerait vraisemblablement, entre autres, l'APL, le refus de plus de deux offres entraînerait la perte de l'ancienne APL. En plus d'être magique, c'est malin, mais c'est inique car au moins jusqu'à présent le RSA ni son ancêtre le RMI n'étaient soumis à conditions.

Les thuriféraires en Macronie ne manqueront pas de souligner que le « plan pauvreté » prévoit notamment l'obligation de se former jusqu'à 18 ans, la promesse de développer la garantie jeunes, l'accompagnement vers l'emploi, une aide à la complémentaire santé, les petits déjeuners dans les écoles primaires et le repas à un euro dans les cantines scolaires... Mais le plat principal du menu reste le RUA.

Au printemps dernier, 13 conseils départementaux ont annoncé être volontaires pour lancer une expérimentation du revenu universel de base. Au moment où le président de la Macronie annonce son « plan pauvreté », les mêmes plus 6 autres demandent que le revenu de base y soit intégré (*Le Monde*, 12 septembre 2018). L'astuce du président de la Macronie est de faire retomber le soufflé du revenu de base et de doucher les espoirs de ses partisans. Les expérimentateurs départementaux volontaires du revenu de base convertiront-ils leur foi en l'universel inconditionnel en une allégeance à l'universel conditionnel ? C'est le prix à payer pour avoir abandonné aux forces néolibérales les questions du travail et de l'emploi qui, au lieu d'être des objectifs, sont devenues des variables d'ajustement. Le Mouvement français pour un revenu de base (MFRB) s'est désolidarisé de la proposition du RUA, mais en partie parce que le gouvernement aurait « l'obsession du plein emploi » (<https://www.revenudebase.info/2018/09/13/emmanuel-macron-sortir-de-la-pauvrete-sans-conditions>). Si c'était vrai, cela se saurait ! Mais non, le président de la Macronie n'a pas cette obsession et le tropisme anti-travail continue d'être celui du MFRB.

Pourtant, garantir un revenu à tous ceux qui n'ont pas accès à un emploi décent ou qui sont dans l'impossibilité d'y accéder est possible, tout en greffant ensemble politique de l'emploi, réduction du temps de travail, transition écologique et réduction des inégalités¹.

Le « plan pauvreté » du président de la Macronie est un plan pauvre qui ne sauvera pas les pauvres. En effet, les « premiers de cordée » font sécession par rapport aux « derniers » : ils coupent la corde. Le président de la Macronie leur fournit le couteau et il « assure » ainsi, pour la tête de cordée, la perpétuation du « vieux monde ».

¹ Voir M. Alaluf et D. Zamora (dir.), *Contre l'allocation universelle*, Montréal, Lux Éditeur, 2016, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/repenser-travail.pdf>. Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic (J.-M. Harribey et C. Marty, dir.), *Faut-il un revenu universel ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2017.